

Industrie: illusions d'un déclin

Paru dans Libération du 24 février 2004

Par Michel Godet¹

Voilà que sonne à nouveau le tocsin de la désindustrialisation de la France qui a effectivement perdu en 2002 et 2003 plusieurs dizaines de milliers d'emplois industriels sur un total de 4 millions. Trois facteurs conjuguent leurs effets pour expliquer ce recul qui vient quasiment effacer la progression de près de 4% de l'emploi industriel dans les années fastes de 1995 à 2001 : tout d'abord, la récession économique en France et en Europe qui représente notre principal marché; ensuite, la dépréciation de plus de 30% du dollar renchérit nos produits et plombe la compétitivité de nos entreprises à l'exportation et sur le marché européen; enfin, les pratiques des donneurs d'ordre industriels et de la grande distribution qui, au nom de la baisse des coûts, étranglent leurs fournisseurs nationaux. Un de nos constructeurs automobiles entend, depuis peu, imposer à ses fournisseurs de justifier d'un minimum de 25% d'importations en provenance de pays à bas coûts. Pourquoi pas, si dans le même temps, ces donneurs d'ordre aidaient leurs fournisseurs à innover et à investir dans les pays à croissance rapide comme la Chine et l'Inde ! Lionel Fontagnié², directeur du Cepii a montré que l'investissement à l'étranger engendrait un excédent extérieur globalement créateur net d'emplois. La grande distribution et nos champions industriels nationaux se piquent de défendre l'intérêt du consommateur. Soit ! Mais ces derniers sont aussi le plus souvent producteurs. En l'oubliant, on prend le risque de transformer la France en parc de loisirs pour retraités et en musée culturel pour touristes. La délocalisation n'est pas toujours heureuse, nombre d'entreprises rapatrient la sous-traitance pour des raisons de coût, de qualité de service même dans le textile et l'habillement.

¹ Professeur de prospective industrielle au Cnam, Président du Conseil de Prospective de la Datar
Dernier ouvrage : le Choc de 2006, Odile Jacob 2003.

² Lionel Fontagnié : " L'investissement étranger direct et le commerce international ". Ocde DSTI/Doc(99)3

Revenons au diagnostic et aux prescriptions. Certes, la part de l'emploi industriel 15% de l'emploi total a baissé en France de 9 points en 25 ans, mais une grande part de cette chute vient des bénéfiques gains de productivité et de l'externalisation des fonctions. Dans le même temps, l'emploi dans les services aux entreprises a augmenté de 7 points : 14% de l'emploi total en 2002 contre 7% en 1978. La part de l'industrie dans la valeur ajoutée n'a pas diminué depuis 20 ans (20% en volume, la baisse en valeur s'explique par la baisse des prix). La vraie question pour nos entreprises est celle des débouchés. L'Europe absorbe 91% de ce que la France produit, sa population va stagner d'ici à 2025 (celle des Pays de l'Est va baisser de plus de 20 millions) alors que celle des Etats-Unis continue à augmenter de plus de 50 millions. Les mutations démographiques auront des effets beaucoup plus importants sur nos économies que les mutations industrielles. S'il y a un problème d'emploi dans notre pays, c'est moins en raison de la mondialisation ou de la technologie; qu'en raison de notre incapacité à profiter des gains de productivité dans l'industrie pour créer plus d'emplois dans les services : si la France avait créé autant d'emplois que les Etats-Unis dans le commerce, l'hôtellerie et la restauration , elle aurait trois millions d'emplois de plus ! Chaque pays européen a son histoire et des facteurs endogènes qui expliquent que le taux de chômage puisse varier du simple au triple alors que les contraintes extérieures de mondialisation, de concurrence et de progrès technique sont comparables.

Au total, il n'y a pas désindustrialisation mais mutations industrielles et internationalisation des activités . Ce qui compte dans l'industrie, c'est de capter le maximum de valeur ajoutée en maîtrisant la conception, le marketing et la distribution des produits et en assurant les services de maintenance. Le secret de la performance c'est de produire moins cher ce qui se vend (la qualité et le service) plutôt que de chercher à vendre ce que l'on produit. . Ainsi, entre 1995 et 2001, l'emploi industriel a baissé en Allemagne et en Grande-Bretagne mais augmenté de 4% en France, de 6% en Italie, , de 17% en Finlande, de 38% en Espagne et de 43% en Irlande

Le diagnostic s'impose, le discours pessimiste sur l'industrie en France n'est pour l'essentiel pas fondé, la valeur de la production industrielle n'a jamais été aussi élevée, notre solde extérieur industriel est croissant. La France est d'abord déficitaire

en produits manufacturés avec des pays plus développés qu'elle comme l'Allemagne, les Etats-Unis, le Japon. C'est sur la base de ce constat que la Datar titre le rapport qu'elle vient de remettre au gouvernement : *La France puissance industrielle*. Ce rapport montre qu'il n'y a pas désindustrialisation généralisée et que la réponse aux défis du futur se situe dans l'innovation et la capacité des territoires à s'organiser en pôles de compétitivité. La Datar en a recensé une centaine dans toute la France comme ceux de la vallée de l'Arve pour le décolletage, du Choletais vendéen pour le textile et l'agro-alimentaire, de la cosmetic valley autour de Chartres, la plasturgie autour d'Alençon ou encore de Sainte Sigolène (en Haute Loire) qui assure 30% de la production française de films plastiques. Il apparaît que les entreprises organisées en réseau local sont plus dynamiques que les entreprises isolées car elles mutualisent leurs compétences s'unissent pour répondre à la demande , innover et conquérir des marchés. La Vallée de la Bresle (autour de Dieppe emploie 6000 personnes dans le l'industrie du verre dans 50 PMI (20 nouvelles entreprises ont été créées depuis 1990 et l'emploi a augmenté de 20%).

A la lumière de ce diagnostic, il faut réviser aussi les prescriptions. Les mêmes experts qui dans les années 80 parlaient de troisième révolution industrielle, de modèle japonais, puis dans les années 90 de nouvelle économie, de société de l'information, ont trouvé un nouveau mot magique pour dire la même chose : *la société de la connaissance*. Il faudrait selon eux s'inspirer du pays leader les Etats-Unis et lancer des grands projets de recherche dans les secteurs de haute technologie (technologies de l'information, armement, aéronautique) et développer l'enseignement supérieur long. Qu'il soit permis de douter de ce remède éternellement avancé. Les Etats-Unis ne sont pas aussi performants qu'on le dit à en juger par leur déficit extérieur abyssal, ils vivent, grâce à leur rente impériale, bien au-dessus de leurs moyens et cela n'est pas durable. La France, contrairement à l'Allemagne, investit déjà beaucoup trop dans les secteurs "recherchivores" (40% des dépenses publiques de recherche sont concentrés sur le nucléaire, l'espace et le militaire et profitent d'abord à quelques grandes entreprises) et pas assez pour stimuler les recherches dans les secteurs de moyenne ou basse technologie et dans les PME (ces dernières bénéficient de moins de 10% de l'effort public de recherche). La

France a aussi presque deux fois plus de diplômés de l'enseignement supérieur que l'Allemagne, et cinq fois moins d'apprentis et son solde extérieur en bien d'équipements est trois fois plus faible ! Cherchez la faute !

Attention aussi aux illusions sur les emplois de demain : on a déjà en France surabondance de diplômés et pénurie de jeunes professionnels. D'ici à 2010, d'après la Dares, on va manquer non pas d'informaticiens, mais de services aux personnes âgées, de cadres et d'entrepreneurs, de professionnels du bâtiment, de conducteurs d'engins et de vendeurs. Déjà, le taux de chômage des bac +4 est supérieur de 1 point à celui des Bac+ 2 !

Attention donc à ne pas trop investir dans l'enseignement supérieur long au moment où les jeunes et le marché du travail s'en détournent. Le taux de scolarité à l'âge de 20 ans a baissé depuis 1996. La tendance devrait se renforcer avec le choc démographique puisque le nombre de jeunes actifs de 20-29 ans va baisser de 800.000 en 25 ans. Les entreprises vont aller chercher les jeunes à la sortie du Bac ou avant et leur proposer un emploi formateur avec validation des acquis de l'expérience par un diplôme et des formations continues.

La société de connaissance est un beau défi à condition de commencer par faire en sorte qu'il n'y ait plus 15 % des enfants qui entrent en sixième sans savoir correctement lire, écrire et compter. La Finlande a su relever ce défi pourquoi pas nous ? Depuis le Conseil européen de Lisbonne, l'Europe s'est donné comme ambition de prendre la tête de la société de la connaissance , la belle affaire s'il n'y plus de jeunes pour assurer la relève : les projections pour 2050 sont dramatiques : l'Italie perdrait le tiers de sa population. Il n'est de richesses que d'hommes éduqués, mais quand il n'y a plus d'hommes , il n'y a plus d'avenir !

